



Compte rendu

Que s'est-il passé le 5 octobre à l'ICE ?

Le 5 octobre, à l'Institut contemporain de l'enfance, nous avons commencé à poser les bases d'une nouvelle politique de l'enfance.

Autour de Bernard Golse, président de l'Institut contemporain de l'enfance, de Juliette Méadel et de plusieurs des premiers signataires du manifeste « **La révolution commence par l'enfance** », psychologues, soignants, professionnels et acteurs de l'enfance se sont réunis avec une question simple :

De quoi un enfant a-t-il besoin aujourd'hui pour bien grandir ?

Cette première rencontre était notamment consacrée à la santé physique et psychique des enfants. Mais très vite, les échanges ont dépassé la seule question du soin.

Car un enfant ne se découpe pas en tranches administratives.

Il est tour à tour accueilli à la crèche, élève, patient, usager d'une activité périscolaire ou sportive, parfois accompagné par les services sociaux ou la protection de l'enfance. Pourtant, pour lui, toutes ces dimensions ne forment qu'une seule vie.

Or nos politiques publiques restent organisées en silos : petite enfance, école, santé, périscolaire, culture, sport, handicap, justice, protection de l'enfance. Les responsabilités, les institutions et les budgets diffèrent. Et ce sont encore trop souvent les familles et les professionnels eux-mêmes qui doivent faire le lien.

Le premier enseignement du 5 octobre est donc celui-ci : il faut repartir de l'enfant et non de nos institutions.

1. Prévenir plutôt que réparer

Un deuxième constat a traversé les échanges : nous intervenons trop souvent lorsque les difficultés sont déjà installées.

Bernard Golse a notamment rappelé combien les premières années de la vie, la qualité des interactions, des soins et de l'environnement proposé aux bébés et aux très jeunes enfants sont déterminantes.

Décrochage scolaire, souffrance psychique, violences, difficultés familiales, isolement, handicap insuffisamment accompagné : lorsque l'aide arrive tard, les situations sont plus douloureuses pour les enfants et leurs familles, plus difficiles pour les professionnels et souvent plus coûteuses pour la collectivité.

Nous voulons donc renverser la logique.

Agir avant que les difficultés ne deviennent des urgences. Investir dans l'enfance plutôt que payer demain le prix de ce que nous n'avons pas su prévenir aujourd'hui.

Ce n'est pas seulement un choix éducatif ou social. C'est aussi un choix de responsabilité collective.

2. Penser l'enfant de la naissance à l'âge adulte

Le 5 octobre a également fait apparaître la nécessité d'une politique continue de l'enfance.

Notre ambition est de penser le développement et l'épanouissement de l'enfant **de la naissance à l'entrée dans l'âge adulte**, en réunissant ce que l'action publique a progressivement séparé.

Éducation, santé physique et psychique, petite enfance, périscolaire, handicap, protection, justice, adolescence, sport, culture : tous ces sujets doivent pouvoir être regardés ensemble.

De la naissance à 18 ans, chaque enfant doit pouvoir être accueilli, apprendre, être soigné et protégé, mais aussi jouer, lire, faire du sport, découvrir la culture, développer son imaginaire, nouer des relations et progressivement trouver sa place dans la société.

L'épanouissement de l'enfant doit devenir une boussole de l'action publique.

3. Faire travailler ensemble ceux qui connaissent les enfants

Le 5 octobre n'avait pas vocation à produire un programme supplémentaire élaboré entre quelques experts.

Il a posé les bases d'une méthode.

Des groupes de travail vont réunir celles et ceux qui accompagnent réellement les enfants autour de l'éducation, de la santé physique et psychique, de la petite enfance, du périscolaire, du handicap, de la protection de l'enfance, de la justice, de l'adolescence, du sport et de la culture.

Médecins, enseignants, psychologues, éducateurs, associations, chercheurs, acteurs culturels et sportifs doivent pouvoir confronter leurs expériences et leurs propositions.

Mais il manque encore une voix essentielle.

Celle des enfants et des jeunes eux-mêmes.

4. Après le 5 octobre, donner la parole aux jeunes

C'est le sens de la prochaine étape.

Le **20 novembre 2026**, Journée internationale des droits de l'enfant, seront lancés à la Maison de l'Amérique latine les **États généraux permanents de l'enfance et de la jeunesse**. Cette rencontre doit être le point de départ d'un travail appelé à se poursuivre dans les mois suivants.

Cette fois, nous commencerons par écouter les jeunes.

Ce qu'ils vivent. Ce qui les inquiète. Ce qui les met en colère. Ce qu'ils espèrent. Ce qu'ils voudraient changer dans l'école, la santé, leur environnement et plus largement dans la société que nous leur préparons.

Ils dialogueront ensuite avec les professionnels et les personnalités qui travaillent depuis des années sur ces sujets.

Car nous ne voulons pas construire une politique **pour** les jeunes sans la construire **avec** eux.

5. Faire entrer l'enfance dans la présidentielle de 2027

C'est enfin le sens politique de cette démarche.

Les enfants ne votent pas. Pourtant, les décisions prises au cours du prochain quinquennat détermineront une partie de leur avenir.

Nous voulons donc construire, dans les mois qui viennent, **une feuille de route pour l'enfance et la jeunesse** et interpeller toutes les candidates et tous les candidats à l'élection présidentielle.

Nous leur poserons une question très concrète :

Que changerez-vous réellement dans la vie des enfants ? Avec quels moyens ? Et dans quels délais ?

Le 5 octobre, à l'Institut contemporain de l'enfance, une première pierre a été posée.

Le 20 novembre, nous ouvrirons le travail à la jeunesse et à toutes celles et tous ceux qui veulent y contribuer.

Et en 2027, nous voulons obtenir des engagements.

Parce que chaque enfant n'a qu'une seule enfance.

Parce que les économies d'aujourd'hui ne doivent pas fabriquer les urgences de demain.

Parce que l'avenir de notre société commence là.

La révolution commence par l'enfance.

Prochaine étape : lancement des États généraux permanents de l'enfance et de la jeunesse

A bientôt !

L'équipe de l'avenir n'attend pas.